

Affaire Markiv : lettre-appel à Ursula von der Leyen et Didier Reynders

Madame Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne
Monsieur Didier Reynders, Commissaire à la Justice

Rome, le 6 décembre 2019

Madame la Présidente de la Commission,
Monsieur le Commissaire à la Justice,

Nous nous adressons à vous, Madame la Présidente de la Commission et à vous, Monsieur le Commissaire à la Justice en raison de l'incroyable jugement rendu par la Cour d'Assise de Pavie à l'encontre du citoyen italo-ukrainien Vitaly Markiv.

Vitaly Markiv a été condamné en première instance à 24 ans de prison pour l'homicide du photographe Andrea Rocchelli et de son interprète, le militant politique et opposant au régime poutinien, Andrei Mironov, et pour avoir blessé le journaliste français William Roguelon.

Le procès s'est déroulé dans un climat profondément anti-ukrainien, au travers de reconstructions "logiques" fondées sur des rumeurs et des préjugés, sans que les enquêteurs n'aient jamais estimé devoir se rendre sur les lieux du délit.

Vitaly Markiv était le coupable idéal. C'est un immigré. Qui plus est, chanceux : il a obtenu la citoyenneté italienne, ayant grandi dans notre pays avec sa famille. Dans le récit journalistique que le récit judiciaire a repris et amplifié, il est devenu officiellement un "nazi ukrainien", un "bandériste", exactement comme les patriotes ukrainiens ont été décrits des décennies durant par la propagande soviétique et comme ils sont toujours perçus par une partie de la gauche italienne ainsi que désormais par les populistes de la Ligue de Salvini et des 5Etoiles de Casaleggio et Grillo.

Vitaly Markiv était un militant de la Révolution de la Dignité, d'EuroMaidan. Grâce à sa connaissance de l'italien et à sa disponibilité il était devenu un point de repère précieux pour les nombreux journalistes de la péninsule qui suivaient cet événement historique. Suite à l'occupation du Donbas par les forces russes et leurs alliés locaux, il s'est engagé dans la Garde Nationale Ukrainienne qui l'a été envoyé défendre une position sur le front – une antenne de télévision sur une colline proche de la ville de Sloviansk.

Parmi les 140 et quelques soldats de l'Armée Ukrainienne et de la Garde Nationale qui défendaient cette position il était le seul militaire détenteur de la double nationalité italo-ukrainienne. Et c'est précisément durant la première visite après de nombreuses années à sa mère qui vit en Italie qu'il a été arrêté et ensuite jugé.

La "preuve" de ce procès est une interview publiée par le « Corriere della Sera » le 25 mai 2014, le lendemain de la mort de Rocchelli et Mironov, interview qui est présentée comme une sorte de revendication du délit, et qui est en réalité une conversation de Markiv avec deux journalistes qui donnent par ailleurs deux versions différentes de cette conversation; un des deux journalistes, celui qui était un ami de Markiv, a en outre continué après ce double homicide à fréquenter Markiv, au point de lui demander de lui procurer un gilet pare-balles. Ce que fit Markiv.

Les incohérences et les absurdités du procès et de la condamnation en première instance, sans circonstances atténuantes, sont tellement nombreuses et d'une telle gravité qu'un bref résumé de celles-ci suscite la consternation.

Comme ses collègues de la Garde Nationale, Markiv était armé d'un AK47 dont la portée utile est de 400 mètres, la portée maximum de 800 mètres. La position ukrainienne se situait à 1700 mètres du lieu où Mironov et Rocchelli ont été tués.

En outre, à une telle distance, il est quasiment impossible de distinguer une personne et, a fortiori, de pouvoir comprendre s'il s'agit d'un militaire ou d'un civil et, par conséquent, de tuer délibérément quelqu'un identifié comme journaliste : pourtant tel est bien ce que la Cour a retenu comme étant le mobile de l'homicide.

Les impacts de balle entrant et sortant de la voiture avec laquelle les journalistes sont arrivés sur les lieux démontrent que l'origine des tirs était située en contrebas. Les forces ukrainiennes étaient déployées au sommet de la colline sur laquelle se trouvait l'antenne de télévision, tandis que les forces pro-russes étaient déployées dans la plaine avoisinante. Les Ukrainiens n'auraient donc jamais pu tirer du bas vers le haut.

Les enquêteurs n'ont jamais fait de recherche sur la partie russe et pro-russe présente sur les lieux au moment de la tragédie, alors que la zone était à l'époque des faits sous leur contrôle.

Dans les motifs de l'arrêt, on peut lire également que "la faction ukrainienne est responsable d'autres attaques selon des modalités analogues à l'encontre d'autres journalistes", affirmation qui se réfère à un document de l'OSCE qui dit exactement le contraire, autrement dit que ce sont les factions pro-russes dans le Donbas et en Crimée qui sont responsables de ces attaques contre les journalistes.

Aucune preuve formelle de la culpabilité des militaires ukrainiens en général ou de Vitaly Markiv en particulier n'est ressortie au cours du procès. La Cour n'a accordé aucune valeur au témoignage d'Andreï Mironov qui, juste avant sa mort, avait parlé dans une vidéo enregistrée par le photographe survivant Roguelon "de tirs croisés, de quelqu'un qui tire de tout près et d'un mortier présent dans les environs".

La Cour a rejeté la demande de vérification sur les lieux entourant le mont Karachun formulée par la défense de Markiv, arguant "du temps écoulé et de la présence d'un conflit toujours en cours", alors que les combats dans la zone de Sloviansk sont terminés depuis plus de cinq ans et que le temps écoulé n'a pu modifier la distance entre la colline et le lieu où ont trouvé la mort les deux victimes.

Un document présenté par le ministère public durant l'audience du 15 mars 2019, qui s'est avéré être un faux, n'a pas été écarté du dossier de l'accusation. Ce document est en réalité un photomontage publié par "Le printemps russe" (Russkaja Vesna), site de propagande russe bien connu, pour discréditer les témoins ukrainiens.

Durant les enquêtes et les audiences du procès la participation d'un traducteur professionnel ukraino-italien n'a pas été assurée, entraînant des erreurs grossières de traduction.

Et – chose littéralement incroyable – les motifs de l’arrêt parlent, lorsqu’ils définissent le contexte du conflit dans le Donbas, d’ “une guerre civile en acte où les insurgés ukrainiens avaient conquis la colline limitrophe” et de “faits (qui) se produisirent le 24 mai 2014 ... à la suite de la déclaration d’indépendance de la part de l’Ukraine”, confondant les manifestations de Maidan avec l’indépendance du pays intervenue en 1991.

Telles sont quelques-unes des “incohérences” qui ont caractérisé ce procès inquiétant. L’hypothèse selon laquelle Rocchelli et Mironov aient été impliqués dans un échange de feu entre les forces ukrainiennes et les milices séparatistes n’a jamais été prise en considération – hypothèse pourtant plus que plausible puisqu’ils se trouvaient dans une zone de combats – et encore moins l’hypothèse selon laquelle ce seraient les séparatistes pro-russes qui auraient tiré. Leur mort “devait” être un homicide volontaire et “devait” avoir un coupable ukrainien, ainsi que l’a affirmé le ministère public au cours de son réquisitoire final.

Ne croyant pas que le climat général qui a marqué le déroulement du procès en première instance puisse changer dans les mois qui viennent, nous craignons que le procès en appel ne fasse que reproduire la totale tromperie qui a mené à la condamnation à 24 ans de Vitaly Markiv et non à la reconnaissance de son innocence et de sa totale extranéité aux faits ainsi qu’à l’identification des véritables responsables de la mort d’Andrei Mironov et d’Andrea Rochelli.

Nous considérons que face au risque de voir se reproduire cet acte gravissime de mauvaise justice dont a été victime Vitaly Markiv, les plus hautes autorités de l’Union ne peuvent rester inertes. Pour ces raisons nous vous demandons Madame la Présidente de la Commission, Monsieur le Commissaire, d’œuvrer pour que le procès d’appel soit suivi avec la plus grande attention au travers de la présence durant toutes les audiences d’observateurs de la Commission européenne.

En espérant vivement pouvoir compter sur votre soutien, nous vous prions d’agréer nos salutations les plus cordiales.

Benedetto Della Vedova
(secrétaire de +Europa)